Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

DEPARTEMENT DE LA REUNION

VILLE DU PORT

Nombre de conseillers en exercice : 39

Quorum : 20

A l'ouverture de la séance
Nombre de présents : 29
Nombre de représentés : 04

Mise en discussion du rapport
Nombre de présents : 30
Nombre de représentés : 04
Nombre de votants : 34

OBJET

Affaire n° 2025-052

TRANSFERT DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU TERRITOIRE DE L'OUEST ET LA COMMUNE DE LE PORT POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE VRD – REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA MARTINIQUE ET DES VOIRIES DE LA SIDR BASSE

NOTA : le Maire certifie que :

- la convocation du conseil municipal a été faite et affichée le 24 mars 2025.

- la liste des délibérations a été affichée à la porte de la mairie et publiée le 2 avril 2025.

COMMUNE DU PORT 97420 REUNION

LE MAIRE

Olivier HOARAU

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 1er avril 2025

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, le mardi 1er avril, le conseil municipal de Le Port s'est réuni à l'hôtel de ville, après convocation légale sous la présidence de M. Olivier Hoarau, Maire.

Secrétaire de séance : Mme Annick Le Toullec.

Étaient présents : M. Olivier Hoarau Maire, Mme Annick Le Toullec 1ère adjointe, M. Armand Mouniata 2ème adjoint, Mme Jasmine Béton 3ème adjointe, M. Bernard Robert 4ème adjoint, Mme Karine Mounien 5ème adjointe, M. Wilfrid Cerveaux 6ème adjoint, Mme Mémouna Patel 7ème adjointe, Mme Bibi-Fatima Anli 9ème adjointe, M. Guy Pernic 10ème adjoint, Mme Catherine Gossard 11ème adjointe, M. Jean-Paul Babef, M. Franck Jacques Antoine, M. Henry Hippolyte, M. Jean-Max Nagès, M. Fayzal Ahmed Vali, Mme Danila Bègue, M. Alain Iafar, Mme Brigitte Cadet, M. Zakaria Ali, M. Jean-Claude Adois, Mme Sophie Tsiavia, Mme Véronique Bassonville, M. Didier Amachalla, Mme Honorine Lavielle, Mme Aurélie Testan, Mme Gilda Bréda, M. Sergio Erapa et Mme Annie Mourgaye.

Absents représentés : Mme Claudette Clain Maillot par M. Alain Iafar, Mme Garicia Latra Abélard par Mme Véronique Bassonville, Mme Barbara Saminadin par Mme Honorine Lavielle, Mme Paméla Trécasse par M. Didier Amachalla.

Arrivée(s) en cours de séance : M. Mihidoiri Ali 8ème adjoint, à 17h15.

Départ(s) en cours de séance : M. Olivier Hoarau, Maire à 18h08 (affaire n° 2025-057), M. Fayzal Ahmed Vali à 18h08 (affaire n° 2025-057).

Absents : M. Patrice Payet, Mme Firose Gador, M. Bertrand Fruteau, Mme Valérie Auber et Mme Patricia Fimar.

.....
.....

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

Affaire n° 2025-052

TRANSFERT DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU TERRITOIRE DE LA CÔTE OUEST ET LA COMMUNE DE LE PORT POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE VRD SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA MARTINIQUE ET DES VOIRIES DE LA SIDR BASSE

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dit la loi NOTRé portant nouvelle organisation territoriale de la République sur le transfert des compétences eau et assainissement à l'échelle intercommunale à compter du 1er janvier 2020 ;

Vu le rapport présenté en séance ;

Considérant l'avis favorable de la commission « Aménagement - Travaux - Environnement » réunie le 20 mars 2025 ;

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Le Port et le TCO pour la réalisation des travaux de VRD sur le territoire de la Commune de Le Port - requalification de la rue de la Martinique et des voiries de la SIDR BASSE ;

Article 2 : d'autoriser le Maire, ou tout adjoint habilité, à signer tous les actes correspondants.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE



Olivier HOARAU

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

TRANSFERT DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT

CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU TERRITOIRE DE L'OUEST ET LA COMMUNE DE LE PORT POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE VRD

REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA MARTINIQUE ET DES VOIRIES DE LA SIDR BASSE

Le présent rapport a pour objet de recueillir l'avis du conseil municipal sur la nouvelle convention de co-maîtrise d'ouvrage avec le Territoire de l'Ouest (TO) dans le cadre de travaux sur les ouvrages et réseaux d'eau et d'assainissement.

Depuis le 1er janvier 2020, conformément à la loi NOTRé n° 2015-991 du 7 août 2015, le TO est seul compétent à intervenir sur les réseaux humides (eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales urbaines). Depuis 2020, la Commune de Le Port et le TO ont conclu des conventions de co-maîtrise d'ouvrage qui ont permis des réhabiliter les réseaux humides sur différentes voiries structurantes de la commune (boulevard de Toulouse, avenue Raymond Mondon, rue Général de Gaulle etc.).

D'autres opérations sont envisagées pour lesquelles de nouvelles conventions de co-maîtrise d'ouvrage seraient pertinentes et en particulier :

- La requalification de la rue de la Martinique et des voiries de la SIDR BASSE,
- La requalification de la petite Rocade (boulevards de Verdun, Strasbourg et Brest),
- La requalification des voiries du lotissement « SEDRE ».

La présente convention porte sur le projet de requalification de la rue de la Martinique et des voiries de la SIDR BASSE.

Les montants prévisionnels sont estimés et déclinés comme suit pour un montant total de 6 416 435,03 € réparti comme suit :

- 4 117 683,24 € TTC de travaux pris en charge par la Ville, y compris les prestations intellectuelles,
- 2 298 751,79 € TTC de travaux pris en charge par le Territoire de l'Ouest y compris les prestations intellectuelles.

Le projet de convention est joint en annexe 1.

Des partenariats financiers sont à l'étude.

Il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage relative à l'opération de requalification de la rue de la Martinique et des voiries de la SIDR BASSE, sous réserve de la délibération concordante du Territoire de l'Ouest ;

- d'autoriser le maire, ou tout adjoint habilité, à signer tous les actes correspondants et à solliciter les financements complémentaires.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

ANNEXE 1 : PROJET DE CONVENTION

VERSION PROVISOIRE

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU TERRITOIRE DE LA COTE OUEST

ET

LA COMMUNE DE LE PORT

POUR LES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA MARTINIQUE ET DES VOIRIES DE LA SIDR BASSE

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

Entre :

Le Territoire de la Côte Ouest, Communauté d'Agglomération dans le Département de La Réunion, identifié sous le numéro de **SIRET 249 740 101 000 38** sis à **1, Rue Eliard Laude – BP 50049 – 97822 LE PORT Cedex**,

Représenté par **Monsieur Emmanuel SÉRAPHIN**, en qualité de **Président**, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° **XXXXXX du Conseil Communautaire** en date du **XXXXXXX**,

Ci-après dénommée « **Le Territoire de l'Ouest** »,

D'une part,

Et :

La Commune de LE PORT, Département de La Réunion, identifiée sous le numéro de **SIRET XXXXXXXX** dont le siège est situé ……..,

Représentée par **Mr Olivier HOARAU** en qualité de **Maire**, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du **……**en date du **……,**

Ci-après désignée « **La Commune » ou « La Commune de LE PORT** »,

D'autre part.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

PRÉAMBULE :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est établie conformément aux dispositions de l'article L2422-12 du Code de la Commande Publique qui stipule que « lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération ».

La présente convention a ainsi pour objet de définir les conditions d'organisation du transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux.

ARTICLE 2 – MAÎTRISE D'OUVRAGE

En application des dispositions du Code de la Commande Publique, la Commune de LE PORT et le Territoire de la Côte l'Ouest s'accordent pour désigner la Commune de LE PORT en tant que Maître d'Ouvrage des travaux de requalification identifiés à l'article 5 de la présente convention.

Pour l'ensemble de ses missions, le maître d'ouvrage assurera une concertation permanente entre les parties dans les conditions fixées à la présente convention, et également la communication générale autour de l'opération avec l'obligation de mentionner l'implication des autres parties.

Les décisions devront être prises de manière concertée et les parties seront associées aux décisions importantes notamment sur les aspects techniques et financiers.

Plus particulièrement, la commune devra informer le Territoire de la Côte l'Ouest de tout dépassement prévisionnel du montant des travaux.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

ARTICLE 3 – RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉSIGNÉ

La maîtrise d'ouvrage assurée par la Commune de LE PORT au titre de l'article 2 de la présente convention est exercée à titre gratuit.

ARTICLE 4 – MAÎTRISE D'ŒUVRE, MISSION CSPS, SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET PRESTATIONS DIVERSES

La Commune de LE PORT assurera la maîtrise d'œuvre de ces travaux ou la délèguera à une entreprise agréée.

Il en est de même pour la mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé de ces travaux, du suivi environnemental et de toutes prestations diverses nécessaires à la réalisation des travaux.

Pour la passation des contrats, la commune de LE PORT, maître d'ouvrage unique des travaux de l'opération citée à l'article 5, est seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération. Dans ces conditions, les organes de la commune de LE PORT sont exclusivement compétents aussi bien pour la passation des marchés de travaux, services et fournitures en vue de la réalisation de l'opération, que pour leur exécution.

ARTICLE 5 – TRAVAUX CONCERNÉS

Sont concernées par la présente convention, l'ensemble des tâches nécessaires aux travaux, y compris :

- L'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à la réalisation des travaux
- Les études opérationnelles
- Le suivi des travaux
- La réception des ouvrages

ARTICLE 6 – RÉCEPTION ET REMISE DES OUVRAGES

Le Territoire de la Côte l'Ouest sera convié aux opérations de réception préalable et définitive (y compris partielle).

Les DOE devront en particulier comprendre les plans de récolement, ainsi que les PV obligatoires. Les plans devront être transmis en deux exemplaires papier et un exemplaire informatique au format DWG/SHAPE et PDF. Les ouvrages sur les plans devront être géoréférencés.

ARTICLE 7 – DUREE DES TRAVAUX

La durée prévisionnelle des travaux est de 18 mois.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

ARTICLE 7 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION DU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉSIGNÉ

La mission du maître d'ouvrage désigné prend fin à l'expiration de la garantie de parfait achèvement, à condition toutefois :

- Qu'aient été remis au Territoire de la Côte l'Ouest les documents visés à l'article 40 du CCAG travaux,
- Que l'ensemble des réserves au sens de l'article 41.6 du CCAG Travaux aient été levées ou aient fait l'objet de procédures juridictionnelles destinées à préserver les droits de la maîtrise d'ouvrage.
- Que l'exécution financière des travaux soit achevée par l'intervention du décompte général définitif du marché au sens de l'article 13 du CCAG Travaux ou par tout autre acte, décision, le cas échéant juridictionnelle, ou forclusion, ayant un effet extinctif équivalent.

Le cas échéant, la GPA pourra être prolongée dans les conditions de l'article 44 du CCAG travaux.

ARTICLE 8 - QUITUS

Quitus sera donné à la Commune de LE PORT dès lors que sa mission sera achevée.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

9.1 – Montant de la convention

Le montant prévisionnel de l'enveloppe financière affectée à la présente convention est fixé à (ANNEXE N°1) :

- **6 416 435,04 € TTC**

Les coûts définitifs seront arrêtés sur la base du DGD et du montant des prestations intellectuelles correspondant aux réseaux humides.
Pour des dépassements supérieurs à 5% des avenants à la convention pourront être établis en cours d'exécution en fonction des dépassements éventuels constatés sur la part financière à la charge du Territoire de la Côte l'Ouest.

9.2 – Modalités de versement

La Commune de **LE PORT** paiera directement les sociétés avec lesquelles elle aura contracté un marché public ou une convention.

Le remboursement du Territoire de la Côte l'Ouest se fera sur présentation des états de charges réelles supportées par la commune de **LE PORT** pour exécution des prestations confiées dans le cadre de la présente convention.

Le Territoire de la Côte l'Ouest versera à la Commune de **LE PORT** des avances et appels de fonds toutes taxes comprises sur l'opération dans la limite du montant défini à l'article 9.1 de la présente convention.

La Commune de **LE PORT** devra demander par écrit le montant final accompagné d'un titre et en y associant les pièces justificatives mentionnées ci-dessous. Le titre de recettes émis par la Commune comprendra nécessairement le montant HT, le montant de la TVA ainsi que le montant TTC.

- **Avance initiale** : à la signature de la convention par les deux parties : 40% du montant des travaux :
    - Pièce justificative :
        - Convention signée des deux parties

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

- **Appels de fonds semestriels** : Suivant l'avancement de l'opération et des dépenses, la commune de **LE PORT** pourra procéder à des appels de fonds à une fréquence semestrielle. Le montant cumulé des appels de fonds ne devra pas dépasser 90 % du montant défini au 9.1.
    - Pièce justificative à transmettre :
        - Tableau récapitulatif des dépenses déjà réalisées et projetées
        - Tableau récapitulatif des factures acquittées (y compris références du contrat, et nom du prestataire) visé par la commune et le comptable public
        - Calendrier de l'opération à jour

- **Solde :** à la fin de l'opération la commune fournira un décompte final correspondant au solde entre le montant du décompte réel d'opération et les avances et appels de fonds déjà versés. Les coûts définitifs incombant au Territoire de la Côte l'Ouest seront recalculés pour tenir compte des dépenses réellement engagées par la Ville, conformément aux dispositions de l'article 9.1 :
    - Pièces justificatives à transmettre :
        - Tableau récapitulatif des dépenses déjà réalisées
        - Tableau récapitulatif des factures acquittées (y compris références du contrat, et nom du prestataire) visé par la commune et le comptable public
        - Copies des factures acquittés
        - Documents listés à l'article 7

9.3 – Contrôle financier et comptable

Le Territoire de l'Ouest pourra demander à tout moment à la Commune de **LE PORT** communication de toutes les pièces et contrats concernant les investissements en cours.

ARTICLE 10 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La Commune de **LE PORT** s'engage à solliciter et produire l'ensemble des dossiers réglementaires et autres documents nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 11 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et expire à compter du remboursement final des travaux à la commune de **LE PORT.**

ARTICLE 12 – CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

La Commune de LE PORT pourra, dans le cadre de l'opération, objet de la présente convention, agir en justice pour le compte du Territoire de la Côte l'Ouest jusqu'à la date de remise des ouvrages et de l'expiration de la GPA.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET RÉSILIATION

La convention pourra être modifiée, après accord des parties, sous forme d'avenant. Ces modifications pourront concerner aussi bien les coûts que les délais ou le contenu des études et travaux.

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties, l'une des parties pourra prononcer la résiliation unilatérale de la convention après une mise en demeure de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception, restée sans effet.

ARTICLE 14 - LITIGE

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas été résolu à l'amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de La Réunion.

À Le Port, le

À **XXX XXX** , le

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

ANNEXE N°1 : Prévisionnel des dépenses

MARTINIQUE/SIDR BASSE (2025)	
Montants Réseaux humides HT	
PRESTATIONS GENERALES (30%)	66 150,00 €
TRAVAUX PREPARATOIRES / DEMOLITION	240 275,00 €
REHABILITATION DES RESEAUX EAUX PLUVIALES	645 300,00 €
REHABILITATION DES RESEAUX EAUX USEES	428 650,00 €
REHABILITATION DES RESEAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	587 535,00 €
Aléas 5%	98 395,50 €
Total Réseaux humides HT	***2 066 305,50 €***
Total Réseaux humides TTC	***2 241 941,47 €***
Total VILLE (Voirie, BT et aménagements paysagers) HT	***3 649 166,33 €***
Total VILLE (Voirie, BT et aménagements paysagers) TTC	***3 959 345,47 €***
Total Travaux Ville + TCO en €HT	**5 715 471,83 €**
Total Travaux Ville + TCO en €TTC	**6 201 286,94 €**
Part Réseaux humides	***36,15%***
Prestations intellectuelles	
Prestations intellectuelles ville (MOE/CSPS/ Geotec) HT	145 933,43 €
Prestations intellectuelles ville TTC	158 337,77 €
Prestations intellectuelles TCO (MOE/CSPS/Geotec/Amiante) HT	*52 359,75 €*
Prestations intellectuelles TCO (MOE/CSPS/Geotec/Amiante) TTC	*56 810,33 €*
Total opérations TTC TCO (Réseaux humides y compris prestations intellectuelles)	***2 298 751,79 €***
Total opérations TTC Ville (y compris prestations intellectuelles)	***4 117 683,24 €***
Total Opérations Ville + TCO en €TTC	**6 416 435,04 €**

Envoyé en préfecture le 10/04/2025
Reçu en préfecture le 10/04/2025
Publié le 10/04/2025
ID : 974-219740073-20250401-DL_2025_052-DE

ANNEXE N°2 : Plan de situation

